

Larry Johnson : la guerre en Iran redessine le Moyen-Orient

Larry Johnson est un ancien analyste du renseignement de la CIA qui a également travaillé au Bureau de la lutte contre le terrorisme du Département d'État américain. Johnson explique comment la guerre en Iran met fin à l'ancien système de sécurité du Moyen-Orient. Lisez le site Sonar21 de Larry Johnson : <https://sonar21.com/> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons encore une fois Larry Johnson, ancien analyste de la CIA et auteur sur Sonar 21. J'ai mis un lien dans la description.

#Larry Johnson

Ravi de te revoir, Larry. C'est toujours un plaisir de te parler en personne. De toute façon, je te regarde tout le temps, juste pour garder un œil sur toi.

#Glenn

Eh bien, je voulais demander où nous en sommes aujourd'hui, dans cette période, dans la guerre avec l'Iran. Parce que la guerre de l'information est vraiment dense, et ça rend la situation très difficile à suivre. Mais de mon point de vue, les négociations semblent avoir été, assez clairement, une imposture — souvent même inexistantes. Le cessez-le-feu a été violé à plusieurs reprises. Les combats ont repris de manière importante ces dernières quarante-huit heures. L'Iran semble prêt à riposter, et, comme on pouvait s'y attendre, les États-Unis vont crier à « l'attaque non provoquée ».

#Larry Johnson

Alors, selon vous, vers quoi tout ça se dirige ? Ou plutôt, qu'est-ce qui se passe vraiment en ce moment ? Eh bien, non, l'écart est trop grand pour qu'un accord négocié soit possible. Et ce n'est pas tellement qu'il refuse de négocier de bonne foi, mais plutôt qu'il a des positions bien établies, des positions de principe. Ce ne sont pas des points sur lesquels ils aimeraient simplement obtenir un avantage, mais des éléments essentiels pour eux. Par exemple, ils veulent la levée immédiate des sanctions. Ils veulent que leurs avoirs soient débloqués. Ils exigent la reconnaissance du fait qu'ils

contrôlent le détroit d'Ormuz, et ils n'ont aucune intention d'y renoncer. Et puis, ils demandent que les attaques israéliennes contre les Palestiniens, les Libanais et le Hezbollah cessent. Et sur ce point non plus, ils ne reculeront pas.

Eh bien, je ne vois aucune volonté, du côté de l'équipe Trump, de céder sur quoi que ce soit. Ils essaient de tout ramener à la question du nucléaire. C'est d'ailleurs le point sur lequel l'Iran est désormais inflexible. Ils ne vont pas renoncer à leur capacité d'enrichir du matériau nucléaire. Ils le feront dans certaines limites, mais ils ne se laisseront pas dicter leur conduite. C'est un pays souverain, et il est signataire du Traité de non-prolifération, le TNP. Donc, ils veulent être traités comme n'importe quel autre pays. C'est, en gros, ce qu'ils exigent. Maintenant, du point de vue des États-Unis, on présente sans cesse l'Iran comme un pays terroriste et brutal, qui pendrait chaque jour des homosexuels à des grues, et qui frapperait des femmes dans la rue si elles ne portent pas le voile.

Tout ça, c'est des mensonges. Mais l'Occident y croit vraiment. Et en plus, ils sont convaincus que l'économie iranienne est dans un état tellement catastrophique que, si les États-Unis continuent à exercer cette pression, l'Iran sera obligé de capituler. Qu'il n'aura aucune issue. Et par-dessus le marché, ils pensent que la direction du pays est complètement désorganisée, qu'ils se déchirent entre eux. Les Gardiens de la Révolution, les durs, et Pezeshkian et Araghchi, qu'on présente comme des modérés. Franchement, c'est n'importe quoi. Apparemment, personne à Washington n'a pris le temps de faire un minimum de recherche pour découvrir que, eh bien, Pezeshkian a combattu avec les Gardiens de la Révolution, ou qu'il était médecin pour eux pendant la guerre contre l'Irak. Et Araghchi, lui aussi, faisait partie des Gardiens, tout comme Ghalibaf. Et l'Ayatollah également. Donc, ils sont tous liés aux Gardiens de la Révolution. Alors, s'il vous plaît, ne me racontez pas ça.

Ah, ils sont vraiment en désaccord total. C'est complètement absurde. Ensuite, sur le plan économique, les États-Unis font semblant de dire : « Ah oui, on a bloqué le détroit », comme si, tu vois, l'Iran avait un blocus, nous aussi on a un blocus, et rien d'iranien ne va sortir. Mais quand on regarde vers le nord... la mer Caspienne reste ouverte à la Russie, Tachkent est tout à fait accessible. Le Pakistan, lui, a maintenant ouvert — ils disaient l'autre jour six, maintenant c'est sept — sept routes terrestres vers l'Iran pour le soutenir. Et le plus grand, ou disons le plus grand port en eau profonde du monde, celui qui se trouve au Pakistan, reçoit désormais des navires et des marchandises iraniennes. Et là, ce qui devient vraiment intéressant, c'est que la Chine et la Russie font quelque chose en coulisses. On n'a pas encore une vision complète de ce qui se passe.

Mais quand Araghchi était à Saint-Pétersbourg avec Poutine, il y a une semaine lundi, Poutine a utilisé ce mot-là, il a parlé de l'architecture de sécurité du Golfe. Puis, avec Wang Yi, lors de la rencontre d'Araghchi avec lui il y a deux jours, le même mot est sorti de la bouche du Chinois. Ils parlent tous de l'architecture de sécurité dans le Golfe. Ensuite, on a vu la fin du projet Freedom, à cause des Saoudiens qui ont dit aux États-Unis : non, vous n'allez pas utiliser notre territoire, ni la base aérienne du prince Saoud pour ça. Apparemment, les Koweïtiens ont fait la même chose. J'ai pu confirmer que, oui, les Saoudiens ont bien coupé court aux opérations américaines. Et ce que j'ai

appris aujourd'hui d'un haut général du renseignement pakistanais, l'ISI, c'est qu'il a dit à un ami à moi que l'Arabie saoudite et le Qatar allaient tous deux rompre leurs liens avec les États-Unis, ou du moins faire en sorte que les Américains quittent la région sur le plan militaire.

Si c'est vrai, si cela se réalise, je pense que c'est exactement ce dont la Chine et la Russie parlent quand elles évoquent la restructuration de l'architecture de sécurité. En d'autres termes, l'Arabie saoudite et le Qatar, mais aussi Bahreïn et le Koweït, ne dépendront plus de la présence militaire des États-Unis pour, soi-disant, les protéger... et en réalité, les faire chanter. Parce que c'est bien de ça qu'il s'agit, une forme d'extorsion. À la place, ils seront intégrés dans une relation plus, disons, coopérative et collaborative avec la Chine et la Russie. Ils ont déjà constaté que les systèmes de défense aérienne américains, censés les protéger, étaient catastrophiques. Ils n'ont tout simplement pas rempli leur rôle.

Mais la Russie dispose de systèmes de défense aérienne efficaces, éprouvés au combat, qui pourraient intéresser ces pays. Mais ni la Chine ni la Russie n'ont l'intention de forcer ces pays à acheter des obligations chinoises, ni de les soumettre à une forme de chantage économique. Donc... c'est ça, ce qui se joue en coulisses en ce moment. Je pense que cela explique en partie pourquoi on n'a pas encore vu de riposte militaire plus large de l'Iran, à cause de ce que la Chine et la Russie font avec les Saoudiens, avec les Qataris et avec Oman. Je ne suis pas sûr... les Émirats arabes unis sont peut-être perdus pour de bon. Ils ont peut-être dépassé le point de non-retour. Quoi qu'il en soit, tant que cette architecture de sécurité n'est pas en place, je pense que les États-Unis vont relancer l'attaque contre l'Iran. Il semble qu'ils attendent simplement la fin du voyage de Trump en Chine, si ce voyage a bien lieu.

#Glenn

Ce que vous avez dit sur le Traité de non-prolifération est très important, parce que je pense que tout le monde le connaît assez bien. La raison pour laquelle il est contraire au droit international pour un État non doté de l'arme nucléaire d'en acquérir, c'est qu'il a signé le Traité de non-prolifération. Mais en s'engageant à ne pas acquérir d'armes nucléaires, en signant ce traité, ces États obtiennent aussi le droit garanti d'avoir un programme nucléaire civil. Or, les États-Unis sont aujourd'hui très clairs là-dessus : ils ne veulent pas que l'Iran en ait un, même civil. Donc, sur ce point, c'est bien les États-Unis qui sont en violation du Traité de non-prolifération. Cela dit, le Traité de non-prolifération, dans ses articles un et deux, parle aussi du fait de ne pas déployer d'armes nucléaires dans des États non dotés de l'arme nucléaire.

L'OTAN a déjà enfreint cela il y a bien longtemps. Mais, en mettant ça de côté, j'ai aussi trouvé intéressant ce que vous disiez à propos de ces nouvelles discussions venant de Russie et de Chine sur une architecture de sécurité pour le Moyen-Orient. Ça me paraît assez important, parce qu'on retrouve la même idée quand on parle de la guerre par procuration en Ukraine, où il est aussi question d'une nouvelle architecture de sécurité. C'est logique, après la guerre froide et l'ère hégémonique, ou l'ère unipolaire, si l'on veut mettre en place un système fondé sur la primauté

mondiale. Un système hégémonique repose forcément sur une division des régions entre alliés et adversaires — les uns étant dépendants, les autres servant d'équilibre.

Mais au fond, ce système hégémonique, c'est bien lui qui nous a conduits à toutes ces guerres au Moyen-Orient. Comment se fait-il que l'Iran soit complètement exclu des dispositifs de sécurité ? Ces dispositifs sont, en réalité, un système d'alliances dirigé contre l'Iran. Mais si on ne peut pas inclure l'Iran, qui est le plus grand pays de la région, à la fois par sa population et par son territoire, si on ne regarde pas plus à l'est, comment ce système pourrait-il être stable et garantir la paix ? Et c'est la même chose en Europe. Nous avons organisé l'Europe autour de l'Union européenne et de l'OTAN, où tout le monde est censé en faire partie... sauf le plus grand pays du continent, par son territoire, sa population, son économie et son armée.

C'est logique, en fait, que ce soit un système de blocs qui pousse à une sécurité à somme nulle. Donc, à mesure que l'ère unipolaire touche à sa fin, il est logique que la paix exige désormais une architecture de sécurité plus inclusive, qui reconnaisse aussi les intérêts de sécurité des adversaires. Mais je ne vois pas ça dans le discours actuel, et je pense que c'est là tout le problème. Un peu comme le refus de toute diplomatie avec les Russes : leur vision de la sécurité, c'est que, s'ils n'obtiennent pas d'accord, alors ils prendront les territoires dont ils ont besoin pour se sentir en sécurité. Et c'est pareil avec les Iraniens. S'ils n'obtiennent pas la paix qu'ils veulent par la diplomatie, ils prendront Hormuz, comme vous l'avez suggéré.

S'ils contrôlent le détroit d'Ormuz, ils peuvent faire pression sur les États du Golfe pour qu'ils abandonnent les bases américaines, qu'ils renoncent au pétrodollar. Ils peuvent atteindre beaucoup de ces objectifs. Mais si on s'assoit à la table et qu'on aborde leurs véritables préoccupations de sécurité, il pourrait y avoir un terrain d'entente. Pourtant, ça ne semble pas se produire. Plus concrètement, où voyez-vous les combats en ce moment ? Parce que j'ai regardé plusieurs rapports, surtout sur Telegram, et en gros, on parle d'explosions en Iran, aux Émirats arabes unis. J'entends aussi parler de frappes sur des navires de guerre américains. Là encore, je ne sais pas vraiment ce qui est confirmé ou pas à ce stade.

#Larry Johnson

Oui, à ce stade, c'est un peu du donnant-donnant. L'Iran garde le contrôle du détroit d'Ormuz, tandis que les États-Unis continuent d'affirmer que leurs navires naviguent, vous savez, qu'ils font des allers-retours. J'ai du mal à imaginer qu'un amiral soit assez stupide pour envoyer un destroyer directement dans le golfe Persique, parce qu'il risquerait de se retrouver coincé, sans issue. Ce serait, en gros, comme si l'Iran disait : « Allez, passez, pas de problème », et une fois que vous êtes passés, boum, vous êtes enfermés dans une pièce sans sortie. Donc... encore une fois, je pense que l'Iran a été conseillé par la Russie, la Chine et aussi par le Pakistan de ne pas réagir pour le moment.

Parce que l'Iran a réussi, de fait, à écarter les États-Unis de la région en attaquant ces différentes bases, les quinze bases. Et dans la plupart d'entre elles, les Américains ont dû retirer leur personnel.

Dans plusieurs, les radars essentiels ont été détruits. Excusez-moi. Donc, ça ne fonctionne plus quand on parle d'architecture de sécurité. L'ancienne architecture de sécurité, c'était justement la présence de ces bases américaines. On avait des bases américaines, c'était la garantie : si vous êtes attaqués, on est là pour vous défendre. Mais ça venait aussi avec des conditions. Tant qu'on est là, pourquoi ne pas acheter quelques-unes de nos armes ? Et au passage, on a des bons du Trésor, vous devriez en acheter aussi.

Et puis, tout d'un coup, tous ces pays, tu vois, ils sont complètement engagés à racheter la dette américaine. Et en plus, ils doivent acheter des systèmes d'armes américains, parce que, bon, ça fait partie de l'architecture de sécurité dans la région. Mais tout ça, aujourd'hui, s'est effondré. Les pays du Golfe commencent à revendre leurs bons du Trésor. Ils ne se précipitent plus pour en acheter, au contraire, ils les vendent. Ils se tournent vers l'or et l'argent. Plus j'ai creusé les bases économiques du Golfe persique, plus deux pays se sont imposés comme essentiels : l'Arabie saoudite et le Qatar. Parce que quand on regarde les chiffres — et j'ai les données les plus récentes sur qui produit quoi — eh bien, trente-deux pour cent du pétrole mondial vient du Moyen-Orient, de la région du Golfe persique. Trente-deux pour cent.

Ça veut dire l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, les Émirats arabes unis, le Koweït. Le GNL, c'est-à-dire le gaz naturel liquéfié... vingt pour cent du GNL mondial vient de cette région, et c'est surtout le Qatar. Donc le Qatar joue un rôle important. Pour l'urée, utilisée dans les engrais, c'est trente-six pour cent. Pour le soufre, qui sert à produire les engrais phosphatés, mais aussi au traitement des minerais métalliques, au raffinage du pétrole et au nettoyage des plaquettes de semi-conducteurs pour les ordinateurs, quarante-quatre pour cent viennent de là-bas. Et le Qatar en est un grand fournisseur. Pour l'hélium, trente-trois pour cent. Là encore, le Qatar. C'est le deuxième producteur mondial d'hélium, juste après les États-Unis. Alors, quand on met tout ça bout à bout, quoi que décident les Saoudiens et les Qataris, ça aura forcément un impact économique international majeur.

En fait, c'est justement l'un des points avec lesquels on n'a pas encore vraiment pris toute la mesure du problème : à quel point les dégâts sont graves. On en est maintenant au soixante-dixième jour de cette guerre, et ces ressources ont été coupées. Je l'ai décrit comme ça : imaginez que vous avez un grand réservoir d'eau, relié à des abreuvoirs pour le bétail. Le robinet est ouvert, l'eau coule en continu, maintenant le niveau. L'eau s'écoule par un tuyau plus bas dans le réservoir, et les vaches, les taureaux, les chevaux, les moutons viennent boire. Et puis, tout à coup, le robinet est fermé. Il reste encore de l'eau dans le réservoir, donc les animaux peuvent continuer à boire, mais le niveau baisse, encore et encore, jusqu'au moment où il n'y a plus une goutte qui sort.

Et tout à coup, ce bétail qui avait besoin de boire... eh bien, il ne boit plus. C'est exactement là où on en est aujourd'hui avec ce qui s'est passé pour le pétrole. Quand, au soixante-dix-huitième jour, ils ont fermé le robinet dans le Golfe persique, le pétrole était encore dans les tankers, en train de traverser l'océan. Mais maintenant, ces tankers sont vides. Et on se retrouve comme dans cet exemple du réservoir d'eau : d'abord plein, puis aux trois quarts, puis à moitié... et maintenant, il est vide. Et une fois qu'il est vide, il faut trouver des alternatives, ou peut-être qu'il n'y en aura pas. L'

impact économique que ça va avoir sur le monde... je ne pense pas que quelqu'un ait vraiment pris le temps de faire les calculs, de poser les chiffres noir sur blanc. Mais ce qui est sûr, c'est que ça va faire mal.

#Glenn

Oui, moi aussi j'ai été un peu perplexe en écoutant certains reportages. Par exemple, quand les États-Unis et d'autres pays commencent à puiser dans leurs réserves stratégiques, à libérer du pétrole de ces réserves, on dit que c'est une preuve de détermination. Ça met plus de pétrole sur le marché, donc les prix baissent soudainement. Oui, mais moi, j'aurais tendance à penser que ça devrait produire l'effet inverse. Autrement dit, quand on commence à puiser dans les réserves stratégiques, s'il n'y a pas de plan B, une fois qu'elles sont épuisées, ça devrait plutôt traduire un manque de confiance. À mon avis, la façon dont les réserves stratégiques devraient fonctionner... eh bien, par exemple, regardez la Chine : ils ont énormément de capacité de stockage.

Quand les prix sont très élevés, ils puisent dans les réserves stratégiques. En gros, ça met un plafond aux prix, parce qu'ils ne peuvent pas monter plus haut. Si on atteint ce niveau, on dit : « D'accord, là on va puiser dans nos réserves stratégiques. » Voilà, c'est là que le prix s'arrête. Quand les prix redescendent, c'est à ce moment-là qu'ils reconstituent une bonne partie de ces réserves. Donc, au fond, il y a un plan, et c'est une manière de stabiliser les prix. Mais puiser dans les réserves stratégiques sans qu'il y ait de solution politique... comme vous le disiez dans votre analogie, sans plan pour rouvrir le robinet... eh bien, ça devrait faire sonner toutes les alarmes. Et pourtant, on voit les marchés réagir positivement.

Je veux dire, encore une fois, je ne sais même plus combien de fois Trump a dit que, eh bien, la guerre est quasiment terminée, que c'est fini, que les Iraniens discutent, qu'ils sont désespérés de conclure un accord. Il répète toujours les mêmes arguments bidons, inventés de toutes pièces. Et malgré tout, il arrive encore à faire bouger les marchés, même quand les Iraniens, eux, répondent en disant que c'est n'importe quoi, qu'ils ne parlent même pas aux Américains, et qu'ils ne voient pas de quel accord il parle. Et pourtant, Trump réussit à faire monter les marchés et à faire baisser les prix du pétrole. C'est trompeur, mais d'une certaine façon, je trouve ça presque impressionnant.

#Larry Johnson

Oui, enfin, vous savez, les cours d'économie que j'ai suivis à l'université... et j'ai même travaillé sur un doctorat en économie internationale, donc je suis allé un peu plus loin que les bases. L'idée, c'est que sur ces marchés, si on a une grande quantité d'un produit et que la demande reste stable, alors le prix de ce produit va baisser à mesure que l'offre augmente. C'est une interaction dynamique entre l'offre et la demande. Mais ce qu'on voit en ce moment, c'est exactement l'inverse. On assiste à une chute spectaculaire de l'offre. La demande, elle, est restée au moins stable, et maintenant elle commence à baisser à cause de cette baisse de l'offre. Prenez Lufthansa, la compagnie aérienne allemande : ils ont annulé vingt mille vols. Pourquoi ? Eh bien, parce qu'ils ne peuvent pas garantir

qu'ils auront le carburant nécessaire pour les assurer. Donc ils réagissent à cette contrainte d'approvisionnement.

Mais au fond, tout ça veut dire qu'avec une offre réduite, les prix devraient être plus élevés. Et comme vous l'avez souligné, beaucoup de pays — les États-Unis et le Japon en particulier — ont essayé d'atténuer cette hausse en inondant le marché avec leurs réserves de pétrole. Mais maintenant, ces réserves sont épuisées. C'est pour ça que je dis qu'on entre dans la phase suivante, où les prix vont continuer à monter, et monter fortement, tout simplement parce qu'il n'y a plus de réserves pour freiner cette hausse. La seule chose qui pourrait vraiment faire baisser le prix du pétrole, ce serait un effondrement de la demande. Mais si la demande s'effondre, c'est un très mauvais signe. Ça veut dire que des choses vraiment graves se passent dans l'économie, et certainement pas des choses positives.

Tout ce drame économique qui va frapper a été largement écarté de l'analyse sur ce qui se passe avec l'Iran. Et en réalité, c'est ce qui a alimenté — c'est l'un des problèmes avec Trump et son équipe — on leur a dit, je ne sais pas si ça vient de la Foundation for Defense of Democracies, la FDD, ou de la CIA, peut-être un mélange des deux, qu'ils ont convaincu Donald Trump, Glenn Diesen, Marco Rubio, Pete Hegseth, que l'Iran est dans une situation économique tellement désespérée que, si on continue cette pression, cette pression économique, si on ne les laisse pas faire, qu'ils doivent stocker tout leur pétrole dans des réservoirs, alors ils ne pourront plus en extraire du sol, et leur système d'extraction s'effondrera pour de bon, que les soldats ne sont plus payés, qu'ils n'ont plus d'argent.

C'est une situation désespérée. Ils croient vraiment à toutes ces bêtises, en ignorant complètement le fait que le Pakistan a sept lignes, sept routes de transport ouvertes vers l'Iran. Le Turkménistan, lui, c'est par là que passe le chemin de fer venant de Chine, celui qui fait entrer et sortir les marchandises d'Iran. Et puis, il y a l'accès de l'Iran à la Russie par la mer Caspienne. Donc, en réalité, si on regarde bien, l'économie iranienne se porte aujourd'hui mieux qu'il y a un an, tout simplement parce que le prix du pétrole a été multiplié par quatre par rapport à ce qu'ils touchaient avant. Et quand je dis multiplié par quatre, je parle du vrai prix, celui que les gens paient pour le pétrole quand il sort du navire : cent cinquante, cent soixante dollars le baril. Oubliez ce qu'indiquent les marchés à terme du pétrole.

Ces choses-là sont complètement manipulées aujourd'hui, j'en suis convaincu. En réalité, l'Iran est dans une meilleure situation. Mais l'Occident continue de croire, mon Dieu, qu'il suffit de tenir bon, de continuer à faire pression, parce qu'ils vont craquer d'une minute à l'autre. Et à cela s'ajoute cette idée qu'il y aurait une grande division au sein de la direction. Et, vous savez, personne — encore une fois, les médias ne laissent personne venir sur les grands médias pour présenter une autre version, pour dire que cette histoire selon laquelle les Iraniens seraient en désaccord et se déchireraient entre eux, eh bien, ce n'est tout simplement pas vrai.

#Glenn

Non, non, je pense que ça a été clairement démontré comme faux. Mais si on regarde comment cette guerre va affecter la région au sens large — par exemple les États du Golfe, qui accueillent des bases américaines — eh bien, ça semble être, encore une fois, l'un des objectifs essentiels de la stratégie iranienne autour du détroit d'Ormuz. En gros, s'ils peuvent instaurer un péage, c'est déjà intéressant pour obtenir des compensations. Mais s'ils peuvent, comme vous l'avez suggéré, imposer un péage plus élevé aux pays qui sanctionnent l'Iran ou qui le menacent en hébergeant des bases américaines, alors là, on crée des incitations très fortes, à l'échelle du système, pour que ces pays commencent à s'ajuster d'une manière qui renforce la sécurité de l'Iran.

Alors, si j'étais conseiller du gouvernement iranien, je dirais : par amour de Dieu, si vous voulez de la sécurité, à la fois économique et militaire, ne renoncez surtout pas au détroit d'Ormuz. Quelle que soit l'architecture de sécurité que vous pensez pouvoir négocier avec les Américains, ils ne vous la donneront pas. Le détroit d'Ormuz, c'est ce dont vous avez besoin. Mais j'imagine que la volonté des États du Golfe de s'aligner, ou de se plier, disons, à ce que veulent les Iraniens, ne dépend pas seulement de ça. Ça dépend aussi, je pense, de la capacité des Américains à assurer la sécurité, mais également de ce qui s'est réellement passé avec les bases.

Je pense que c'est important aussi, parce que, vous savez, Trump a fait pas mal de déclarations disant que peut-être un ou deux missiles avaient atteint leur cible. Mais j'ai vu dans le Wall Street Journal, je crois que c'était il y a un ou deux jours, un article qui disait qu'il y avait eu d'importants dégâts sur les bases américaines dans la région, bien au-delà de ce qui avait été rapporté jusque-là. C'est dans les médias. Si les gens nous avaient écoutés, vous et moi, ils sauraient que tout ça était faux, que la destruction était bien, bien plus importante. Mais à quel point exactement, aujourd'hui ? Parce que je trouve intéressant que, vous voyez, même le Wall Street Journal commence à reconnaître la réalité.

#Larry Johnson

Oui, non, je pense que c'était assez étendu. La seule base qui n'a pas vraiment été touchée, c'est Al Dhafra, aux Émirats arabes unis. Ce sera probablement l'une des premières à être visée si le conflit reprend de plein fouet. Mais on sait que des systèmes radar valant des milliards, au moins deux milliards, donc plus d'un milliard chacun, ont été détruits. Et cette destruction a eu pour effet, pendant quelques jours en tout cas, d'aveugler Israël et les forces américaines en Jordanie, les empêchant de détecter les nouveaux tirs de missiles venant d'Iran. Pour compenser, ils ont fait venir les AWACS. Ces avions radar volants ont servi à repérer d'où pouvaient venir les menaces de missiles. Mais le fait est que le quartier général de la Cinquième Flotte, à Bahreïn, est hors service.

Ils ne vont pas y retourner. Le centre des opérations aériennes combinées d'Al Udeid, je crois qu'ils ont fermé ce site. Je ne sais pas où ils ont déménagé. Donc, la question de savoir s'ils vont ramener du personnel américain sur ces bases reste très incertaine. Il semble que les dégâts dans certaines zones soient tellement importants que cela rend le retour des États-Unis trop coûteux, à moins qu'ils

ne cherchent à faire payer la reconstruction par le pays hôte. Et c'est là que, d'après un général pakistanais membre de l'ISI, le service de renseignement, l'Arabie saoudite et le Qatar commencent à comprendre qu'il est temps de rompre leurs liens avec les États-Unis sur toute cette affaire.

#Glenn

Oui, eh bien, c'était encore autre chose. On a vu les Saoudiens et d'autres — je ne me souviens plus lesquels — couper, comme tu l'as dit tout à l'heure, l'accès à leur espace aérien pendant un moment. Mais ça n'a duré que vingt-quatre ou quarante-huit heures avant qu'ils ne commencent à assouplir à nouveau les restrictions. Est-ce qu'on sait vraiment ce qui s'est passé là ? Parce qu'évidemment, ils deviennent un peu nerveux à propos de la présence américaine. Ou bien est-ce que les États-Unis avaient en fait accepté une sorte de cessez-le-feu, en décidant de ne pas riposter contre les Iraniens ? Ce n'est pas très clair pour moi, ni pourquoi ils ont accepté ça, ni pourquoi ils y ont renoncé aussi vite après.

#Larry Johnson

Tout ce que je savais avec certitude, c'est ce que j'ai entendu dans le reportage de NBC. En gros, l'Arabie saoudite avait bloqué les vols supplémentaires liés au projet Freedom. Trump avait alors appelé Mohammed ben Salmane pour le pousser à revenir sur sa décision, mais il avait refusé. J'ai pu confirmer que tout cela était vrai, parce que des personnes impliquées du côté militaire américain, dans la planification des opérations aériennes et tout ça, étaient en train de chercher frénétiquement des solutions de rechange ce jour-là. Donc oui, c'est bien arrivé.

Je n'ai pas encore confirmé que la base ait complètement rouvert. Et si c'est le cas, je pense qu'elle a probablement rouvert avec certaines restrictions imposées par les Saoudiens. Parce que, encore une fois, ils discutent avec les Chinois, avec les Pakistanais, avec les Russes. Vous voyez, je crois qu'ils ont compris qu'ils devaient avoir d'autres options, parce que les États-Unis ne sont plus aussi puissants qu'ils l'étaient autrefois. Et souvenez-vous, ils avaient promis : « Oui, on est là pour vous, on vous protégera, voici les missiles Patriot. » Eh bien, ça n'a pas marché. Ils ont échoué.

#Glenn

Encore une fois, si on revient à la question des grands changements dans le système international, on voit bien que, petit à petit, les pays vont devoir faire évoluer leurs positions. Ils vont devoir commencer à diversifier leurs partenaires en matière de sécurité. On ne peut plus se reposer sur un seul acteur. Les États-Unis resteront un acteur majeur, peut-être même le plus important, dans le domaine de la sécurité internationale, mais il n'est plus possible de lier entièrement sa sécurité aux États-Unis. Et puis, comme je le disais au début, il faut aussi s'éloigner des systèmes d'alliances traditionnels pour aller vers des dispositifs de sécurité plus inclusifs. Au lieu de chercher à se protéger contre ceux qui ne font pas partie d'une alliance, il faut construire la sécurité avec eux, même s'ils sont perçus comme des adversaires. En somme, l'architecture de sécurité ne doit pas

seulement reposer sur ceux avec qui on est d'accord, mais aussi inclure ceux avec qui on est en désaccord.

Mais parmi tous les États du Golfe, comment comprendre les Émirats arabes unis ? Parce qu'ils se distinguent vraiment. Si on regarde les Saoudiens, les Qataris... et surtout Oman, qui est plus conciliant avec l'Iran, on voit que les Émirats, eux, semblent prêts à aller jusqu'au bout — et contre l'Iran, justement. Et on a aussi l'impression qu'ils subissent de plein fouet, disons, la colère de l'Iran quand celui-ci riposte.

#Larry Johnson

Oui, je compare ça à un retour à la Seconde Guerre mondiale. Disons qu'on est en août mille neuf cent quarante-quatre. Les États-Unis, les Britanniques et les Canadiens viennent de reprendre Paris. Le général qui dirige l'opération en Italie est entré dans Rome. Et là, l'Espagne dit : « Tiens, je pense que c'est le bon moment pour rejoindre l'Axe nazi. » Autrement dit, elle s'allie à l'Allemagne et à l'Italie au moment même où elles sont en train de battre en retraite. Eh bien, c'est exactement ce que fait aujourd'hui les Émirats arabes unis. Ce n'est pas que l'Iran soit si puissant, ni qu'Israël ou les États-Unis le soient à ce point. Ils viennent de montrer, malgré toute leur force et toute leur puissance, qu'ils n'ont pas réussi à vaincre l'Iran. Et maintenant, les Émirats veulent se mesurer directement à l'Iran ?

Je pense que c'est en partie lié à un sentiment de désespoir économique, à une inquiétude qui grandit là-bas. Mais je crois aussi qu'il y a des éléments de chantage autour du dossier Epstein, parce que des Émiratis influents y étaient impliqués, avec toutes sortes d'activités sordides. C'est d'ailleurs assez curieux, parce qu'ils étaient le seul État du Golfe, à part Oman... mais Oman, lui, n'a jamais été sanctionné comme l'ont été le Koweït, Bahreïn, l'Arabie saoudite ou le Qatar. Les Émirats arabes unis avaient le port de Foujaïrah, qui leur donnait accès au golfe d'Oman, ce qui leur permettait d'exporter, disons, un million de barils de pétrole par jour. Mais ça, c'est terminé maintenant. Ils ont donc déclenché un conflit dont ils ne vont pas se réjouir.

#Glenn

Oui, enfin, Bahreïn, ça se comprend. Ils accueillent la Cinquième Flotte américaine. Et puis, il y a cette majorité chiite qui est opprimée. On voit bien pourquoi l'Iran s'y intéresserait. Mais les Émirats arabes unis, en revanche, c'est un cas intéressant aussi, surtout quand on regarde leurs motivations, la stratégie qu'ils suivent exactement. On a l'impression qu'ils misent beaucoup sur la position qu'ils ont adoptée là-bas. Je voulais aussi poser une question sur ce qui se passe aux États-Unis, parce que ce n'est pas seulement les différents États qui se font concurrence entre eux. À l'intérieur même du pays, on voit que Trump semble être dans une situation compliquée.

Cette guerre n'est pas populaire auprès du public, mais c'est aussi une bonne occasion pour l'opposition politique aux États-Unis de s'en prendre à lui. Je veux dire, si ça avait été un succès

contre l'Iran, ils auraient fêté ça dans les rues. Mais quand ça tourne mal, c'est une occasion de s'en prendre à Trump, apparemment. Plus précisément, quel est son principal problème aujourd'hui, sur le plan intérieur ? J'ai entendu dire que le Congrès devait maintenant approuver la guerre. Est-ce pour ça qu'il continue à l'appeler une escarmouche, une bagarre, ou peu importe les mots qu'il utilise en ce moment ?

#Larry Johnson

Eh bien, non, il a déclaré. Donc, selon la loi sur les pouvoirs de guerre, il y avait soixante jours, et ensuite le Congrès devait décider : d'accord, vous pouvez continuer, ou bien il faut les ramener à la maison. Eh bien, lui, il a déclaré la victoire — hé, la guerre est finie au jour soixante, Epic Fury, on a gagné, c'est terminé, c'est une grande victoire. Et puis, le lundi suivant, il a annoncé le projet Freedom. C'est complètement nouveau. Ça n'a rien à voir avec Epic Fury. Et ça, ça a duré environ trente-six heures. Donc, je pense que le plan maintenant, c'est de provoquer une attaque de l'Iran en utilisant le détroit d'Ormuz.

Donc, même si l'Iran agit selon lui en légitime défense, on présentera ça au public américain comme un acte de piraterie illégal de la part de l'Iran. Et comme ils nous auraient attaqués, il faudrait riposter. On dira : "Nous avons été attaqués." Appelons ça, au lieu du golfe du Tonkin, le golfe Persique numéro deux. C'est la même logique que le golfe du Tonkin. Ils mettront en scène quelque chose pour justifier une escalade militaire contre l'Iran, comme si l'Iran était l'agresseur, celui qui aurait provoqué tout ça. Et à partir de là, un nouveau compte à rebours de soixante jours commencerait, parce que ce serait une nouvelle guerre.

#Glenn

C'est intéressant. En fait, c'est surtout une question d'image de marque. Mais oui, enfin... je peux imaginer que ça puisse marcher. C'est juste difficile de le présenter comme quelque chose de complètement différent. Cela dit, ce serait logique d'examiner les déclarations de Marco Rubio, parce qu'il a dit que l'opération Epic Fury était terminée. Qu'on avait gagné, qu'on avait atteint tous nos objectifs. Et ensuite, Trump annonce le lancement de l'opération Freedom. Donc, ça pourrait simplement être un changement de nom pour contourner l'obstacle juridique, je suppose.

#Larry Johnson

C'est exactement ça. C'est une bonne façon de le dire. Parce que les questions fondamentales n'ont pas été réglées. Quels qu'aient été les objectifs, il n'y en avait aucun qui concernait vraiment la position militaire ou économique de l'Iran. J'ai dit, un peu ironiquement, que l'un des objectifs des États-Unis était d'épuiser encore davantage leurs stocks d'armes stratégiques, pour pouvoir ensuite justifier une nouvelle demande au Congrès, réclamer des milliards de dollars supplémentaires, et faire couler cet argent vers les grandes entreprises — Raytheon, Lockheed Martin — qui fabriquent ces armes. Une approche très cynique.

#Glenn

Comme je l'ai dit au début, quand l'Iran ripostera, je pense que ce sera assez prévisible. On va voir apparaître les mots-clés « non provoqué », comme si l'Iran avait attaqué sans aucune raison valable. Donc, j'imagine que c'est ce qui va venir ensuite. Ma dernière question portait sur la Chine et la Russie, dont vous avez parlé tout à l'heure. Comment voyez-vous leur rôle maintenant qu'on entre, en quelque sorte, dans une nouvelle version de la guerre contre l'Iran ? J'imagine qu'ils ont tous les deux un intérêt, d'un côté, à chasser les États-Unis de la région. Et si, au passage, ils peuvent épuiser une partie de leur stock d'armes, ça aurait évidemment du sens. Mais d'un autre côté, il semble que l'objectif principal, pour les Chinois comme pour les Russes, soit de mettre fin à cette guerre, parce qu'elle est extrêmement déstabilisante.

#Larry Johnson

En fait, je dirais que, pour la Russie, ça a été plutôt bénéfique. Leurs revenus pétroliers ont beaucoup augmenté, donc ils en ont tiré profit. Mais je pense que Poutine comprend bien que c'est aussi une mauvaise chose, parce que ça va déstabiliser non seulement l'Europe et l'Occident, mais aussi certains pays du Sud global, à cause du manque de carburant et de nourriture, pour commencer. Donc, ils veulent y mettre fin. Et c'est là, à mon avis, qu'ils travaillent maintenant activement en coulisses, avec l'Iran, avec les pays du Golfe, en particulier les Saoudiens et les Qataris, pour rouvrir les marchés de matières premières et relancer les flux depuis le Golfe persique. Mais en même temps, ils vont soutenir la demande de l'Iran pour que les sanctions soient levées.

Et ça nous ramène à la rencontre entre Trump et Xi à Pékin, plus tard cette semaine. L'une de ses exigences sera sans doute : il faut arrêter avec cette histoire de sanctions. En gros, lever les sanctions contre nous, lever les sanctions contre la Russie. Mais l'Iran a dit : attendez, vous allez aussi lever les sanctions contre nous, et tout de suite. Parce qu'au moment de la signature du JCPOA, les Iraniens pensaient vraiment qu'ils auraient un allègement immédiat des sanctions. Et ça n'est jamais arrivé. Les États-Unis, avec le Royaume-Uni, ont trouvé toutes sortes de moyens pour traîner les pieds et ne pas remplir leurs engagements. Donc, à mon avis, c'est l'un des objectifs à long terme ici : rendre pratiquement impossible, à l'avenir, pour les États-Unis d'imposer des sanctions qui nuiraient économiquement à l'un de ces pays.

#Glenn

Eh bien, c'est un vieux jeu en diplomatie. Quand on pense que l'autre camp ne respectera pas les accords, on essaie de découper ça en plusieurs petits jeux. Et si on se place du point de vue iranien, à chaque étape, ils n'ont jamais obtenu ce qu'ils voulaient dans les négociations. Comme je l'ai dit, le JCPOA — non seulement les États-Unis s'en sont retirés unilatéralement, mais même quand il était encore en vigueur, seuls les Iraniens l'ont respecté. Ils ont accepté des inspections très intrusives de l'AIEA, et pourtant, l'autre partie n'a jamais tenu ses engagements. Et bien sûr, aujourd'hui, ils ont

encore plus de raisons de ne pas faire confiance aux négociations. Je pense que, sans aucune confiance dans la diplomatie, ils vont sans doute se tourner vers l'option dure pour garantir leur sécurité. Et ça, c'est une mauvaise nouvelle. Ça veut dire que le détroit d'Ormuz est sous contrôle iranien. Mauvaise nouvelle pour les États-Unis, ou disons pour l'Occident politique. Peut-être une bonne nouvelle pour l'Iran.

#Larry Johnson

C'était pas Ghalibov, l'autre jour, qui a dit : « Hé, la phase du "fais-moi confiance, mon pote" dans les négociations américaines, c'est fini maintenant » ? J'adore ça. Oui, il a tweeté ça.

#Glenn

La phase du « fais-moi confiance, mec ». Ouais. On a l'impression qu'ils comprennent parfaitement leur public. Mais non, c'est très trompeur. Et je pense qu'ils ne peuvent pas jouer à ce petit jeu indéfiniment, à répéter encore et encore : « Fais-moi confiance, les Iraniens, tu sais, ils sont épuisés, ils sont divisés, ils supplient pour un accord. » Et ouais, c'est...

#Larry Johnson

Tout sauf ça. Oui, tout sauf ça.

#Glenn

Eh bien, Larry, c'est toujours un vrai plaisir. Merci beaucoup, mon ami, et passe une excellente journée. Très bien, Glenn Diesen.

#Larry Johnson

Hé, prends soin de toi. Salut, à bientôt.